



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Pour l'Archevêque de Bangui, « évitons que la crise politique ne devienne religieuse »

Bangui (Agence Fides) – « Nous sommes à nouveau dans un moment difficile où la population est ballottée de gauche à droite » a affirmé S.Exc. Mgr Dieudonné Nzapalainga, Archevêque de Bangui, dans un entretien accordé à Radio France International (RFI). La capitale de la République centrafricaine vit actuellement des moments difficiles après sa prise de la part des hommes de la coalition Seleka (voir Fides 25/03/2013). Michel Djotodia, responsable de Seleka, a annoncé la suspension de la Constitution, la dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement et la proclamation d'un couvre-feu à Bangui de 19h00 à 06h00. La ville est encore en proie aux saccages de la part de bandes criminelles. « Je commence par une pensée pour tous ceux et toutes celles qui viennent de perdre la vie » déclare Mgr Nzapalainga.

L'Archevêque de Bangui demande à la direction de la Seleka que la protection de la population et de ses biens soit « prioritaire ». « Il faut mettre fin aux pillages et que les responsables de la Seleka prennent leurs responsabilités par rapport à tous les dégâts collatéraux » a-t-il ajouté.

« Dimanche (24 mars) -, devant la cathédrale, des hommes et des femmes qui étaient venus prier se sont fait piller en sortant de l'église par des gens qui voulaient prendre également leurs véhicules, par la force ». Mgr Nzapalainga se demande s'il s'est agi d'un acte de banditisme ou d'une action délibérée visant à intimider les chrétiens. « C'est à ceux qui ont maintenant en charge la responsabilité de pouvoir le faire, de réagir vite et vérifier qui sont les auteurs de tels actes » a souligné Mgr Nzapalainga qui se déclare préoccupé « par cette tension religieuse ».

L'Archevêque a lancé un appel à la direction de la Seleka afin qu'elle évite la dérive sectaire. « Il est temps de mettre rapidement fin à des actes injustes qui pourraient entraîner, dans la tête des gens, des sentiments anti-religieux ou qui pourraient leur faire penser que cette crise ou encore ces événements visent les chrétiens en étant contre eux ».

« Il faut que les prêtres, les pasteurs et les imams soient protégés. Je parle pour tout le monde. Les hommes de Dieu doivent être protégés. Cette crise est politique ; il ne faut pas la laisser dévier pour qu'elle prenne un itinéraire religieux » a conclu Mgr Nzapalainga. (L.M.) (Agence Fides 26/03/2013)